

LOIRE ATLANTIQUE **les nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 512 - 8 février 1990 - Prix 2.50 F

SPÉCIAL AÉROSPATIALE SOMMAIRE

- | | |
|---|--|
| ● AÉROSPATIALE
p. 2-3-4 | ● DÉFENSE DE L'EMPLOI
p. 5 |
| ● PAS TOUCHE A LA SÉCU
● LES ELUS COMMUNISTES
ET RÉPUBLICAINS
p. 4 | ● A LA BIBLIOTHÈQUE
PAUL-ELUARD
p. 6 |
| ● AU CONSEIL MUNICIPAL
DE COUËRON
p. 5 | ● LIBÉREZ J.-P. CASTABONNE
● RETOUR DE ROUMANIE
● G. MARCHAIS A NANTES
p. 7 |

IMPOSER D'AUTRES CHOIX

Alors que la campagne anti-communiste se poursuit, que les événements en Europe de l'Est occupent l'essentiel des médias, les salariés et leurs familles constatent que le gouvernement accélère sa politique d'austérité, de déclin de notre pays.

Les magouilles, la politique politicienne, la guerre des chefs, ne peut faire taire les réalités quotidiennes de chaque famille ; il est d'ailleurs significatif que celles et ceux que nous rencontrons expriment leur dégoût, leur écœurement devant l'indécence, le mépris avec lequel le gouvernement applique sa politique économique et sociale.

Une situation qui exige une plus grande intervention de toutes celles et ceux qui veulent en finir avec la politique de droite, et voir enfin mis en œuvre une réelle politique de gauche.

Ils savent pouvoir compter sur les communistes, leurs militants, leurs élus, leur programme.

Le refus des députés de notre département de soutenir notre projet de loi portant le SMIG à 6 500 F, de porter le R.M.I. à 3 000 F n'est pas un acte isolé. Ils vont bientôt soutenir la remise en cause de la protection sociale, des retraites, conduite par Evin.

Jean-René TEILLANT,
Secrétaire fédéral.

Ils soutiennent la politique industrielle menée par le gouvernement qui s'est concrétisée par un affaiblissement considérable de notre département, qu'il s'agisse de la construction et de la réparation navale, de l'électronique, de la chimie, de l'agro-alimentaire, ce sont des milliers d'emplois qui ont été supprimés pour satisfaire les appétits du Capital, l'accélération de la construction de leur Europe.

C'est au nom de cette Europe que F. Mitterrand s'apprête à céder à l'Allemagne la chaîne de l'Airbus A321. Rien ne justifie, sur le plan économique, une telle décision, sinon un choix politique désastreux, qui s'inscrit dans l'objectif clairement affirmé de permettre à la R.F.A. de dominer l'industrie européenne de l'aéronautique.

Gouvernement et direction ne peuvent ignorer la réprobation unanime des organisations syndicales. La question qui est aujourd'hui posée est bien l'ampleur, le niveau de la riposte à engager pour imposer le maintien de l'assemblage des Airbus à Toulouse et les chaînes A.T.R. à Saint-Nazaire.

Les salariés de l'aéronautique, la population de notre département savent pouvoir compter sur l'engagement du P.C.F. et de ses élus.

Ce qui va compter va être déterminant, c'est la force et l'influence du seul parti qui se bat à vos côtés, c'est sa capacité à réaliser le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui font le choix de l'emploi, de l'indépendance nationale.

C'est la force que vous allez lui donner en adhérant au P.C.F.

AVEC MANDELA JUSQU'À LA VICTOIRE



DÉCLARATION DU COMITÉ FÉDÉRAL DU P.C.F.

Les mesures annoncées par le chef de l'état raciste d'Afrique du sud réjouissent les communistes et tous ceux qui avec eux ont lutté et manifesté leur solidarité au peuple d'Afrique du sud.

Ces mesures arrachées par le combat d'un peuple avec l'ANC et le poids de la solidarité internationale ouvrent une brèche dans le régime de l'Apartheid. L'annonce de la prochaine libération de Nelson Mandela, la législation de l'ANC, celle du Parti Communiste sud-africain et d'autres mouvements anti-apartheid représentent un formidable recul des racistes ; pour autant la lutte n'est pas achevée, l'apartheid est loin d'être démantelé.

Les communistes appellent les jeunes, les démocrates à se rassembler, à rester mobilisés jusqu'à la libération effective de Mandela et de tous les prisonniers politiques, jusqu'à la victoire du peuple d'Afrique du sud dans son combat émancipateur.

Nous nous souvenons avec émotion de notre rencontre avec Dulcie September, combattante exemplaire de l'ANC, quelques jours avant son assassinat par les fascistes sud-africains.

Aujourd'hui son combat, son peuple enregistrent de grands succès.

Nous avons fait le serment d'être avec elle jusqu'à la victoire.

Nous tiendrons ce serment,

nous serons fidèles à sa mémoire.

Fiers d'être parmi les artisans de ce processus de démocratisation, nous appelons ceux qui au gouvernement ou ailleurs se servent des victoires du peuple sud-africain à plus de retenue.

Nous exigeons de Rocard, du gouvernement, des entreprises françaises, des actes, des sanctions politiques et économiques.

Les communistes de Loire-Atlantique renouvellent leur solidarité au peuple d'Afrique du sud et appellent tous ceux qui se réjouissent sincèrement de ses succès à manifester encore pour mettre fin à l'apartheid.

Nantes, le 5 février 1990.

"L'HUMANITÉ" MANDELA, UN SUPPLÉMENT EXCEPTIONNEL DE 24 PAGES, EST MIS EN VENTE AU PRIX DE 5,50 F. CE DOCUMENT EST ENCORE DISPONIBLE PENDANT UNE SEMAINE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX.

DÉTOURNEMENT D'AVION

Le vendredi 26 janvier 1990, le Conseil de Surveillance d'Airbus Industrie a publié le communiqué suivant :

« Le principe de l'intégration de l'aménagement commercial et de la chaîne d'assemblage sur le même site de production » et d'ajouter :

« Les membres d'Airbus Industrie examinent la mise en pratique de ce principe en France et en Allemagne pour l'A 330/340 et pour l'A 321 ».

Il faut que personne ne s'y trompe, derrière ces mots se trouve la terrible décision : Airbus Industrie vient de décider que l'assemblage de l'A 321 serait bradé à la R.F.A.

Cette décision pourrait paraître brutale mais il faut remonter un peu dans le temps pour mieux la comprendre.

— Depuis 1987, l'Aérospatiale soutenu par le Gouvernement Français décidait une capitulation économique devant la R.F.A.

— En 1988, Rocard déclarait qu'il était illusoire de rivaliser avec l'industrie Allemande. Martre, le P.D.G. de l'Aérospatiale déclarait devant le Conseil d'Administration du Groupe : « La R.F.A. dispose d'une force de frappe financière fantastique, il vaut mieux faire partie de cette valise financière, **quitte à leur abandonner des productions ou des technologies** ».

L'événement de l'A 321 n'est pas à isoler de la stratégie du groupe Aérospatiale, où on assiste à un recul de toutes nos activités en dehors de la production de l'arme nucléaire.

Quelques exemples

ARIANE - PARTICIPATION DES ETATS AUX DIFFÉRENTS PROGRAMMES

	ARIANE 1/3	ARIANE 5	HERMES	COLOMBUS
R.F.A.	18,7 %	22 %	27 %	36 %
FRANCE	57,5 %	44,7 %	43,6 %	13,5 %
ITALIE	8,0 %	15,0 %	12,1 %	25,0 %

La part des charges A 320 avec une participation égale à 37,9%.

La part de charge production est déjà de 42% pour l'Allemagne et de 37% pour la France.

Dans le même temps, M.B.B. encaisse 44% des règlements globaux d'Airbus A 320 et l'Aérospatiale 38,7%.

Il est donc évident que cette stratégie accompagnée d'une augmentation des effectifs chez M.B.B. de 1982 à 1988 de 1392, alors qu'Aérospatiale diminuait dans le même temps les siens de 3824.

Il convient également de préciser que le contrat d'objectif signé entre le Gouvernement et l'Aérospatiale donne pour « mission prioritaire » à celle-ci de réaliser pour les forces de l'Armée Française des systèmes d'armes fiables et performantes.

Voilà donc la logique qui conduit à cette décision politique. Plus particulièrement sur l'A 321. Il faut savoir que l'A 321 et l'A 320, c'est le même appareil, que les investissements débloqués aujourd'hui à Toulouse qui permettent au nouveau Hall A 320 de sortir de terre, peuvent produire jusqu'à 14 avions 320/321 par mois.

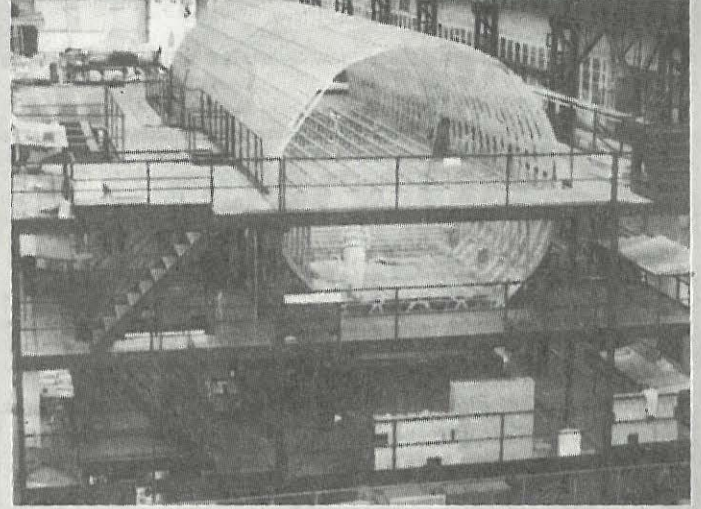
Il faut savoir aussi que l'A 321 version légèrement allongée prend déjà des options initialement portées sur l'A 320.

Il s'agit bien d'un rapport de domination qui placerait M.B.B. sur l'orbite de nouvelles conquêtes au détriment de notre industrie.

IMPOSER LES CHAINES AIRBUS A TOULOUSE, LES A.T.R. A SAINT-NAZAIRE, C'EST POSSIBLE

Depuis plusieurs mois, notamment depuis la rencontre Kohl-Mitterrand, les salariés de l'Aérospatiale s'inquiètent des décisions que doit prendre le président de la République concernant l'avenir de l'Aéronautique Française.

Accepter que la chaîne A 321 se réalise en Allemagne n'a rien à voir avec un quelconque partage, comme le présente la presse.



Sur le plan industriel, c'est une aberration puisqu'il s'agit du même appareil que A 320 ; en version allongée ; c'est bien sûr la même chaîne, la même technologie.

Les efforts faits pour expliquer que la France assurerait l'aménagement commercial de 330-340 ne peuvent tromper sur les réels objectifs d'une telle décision.

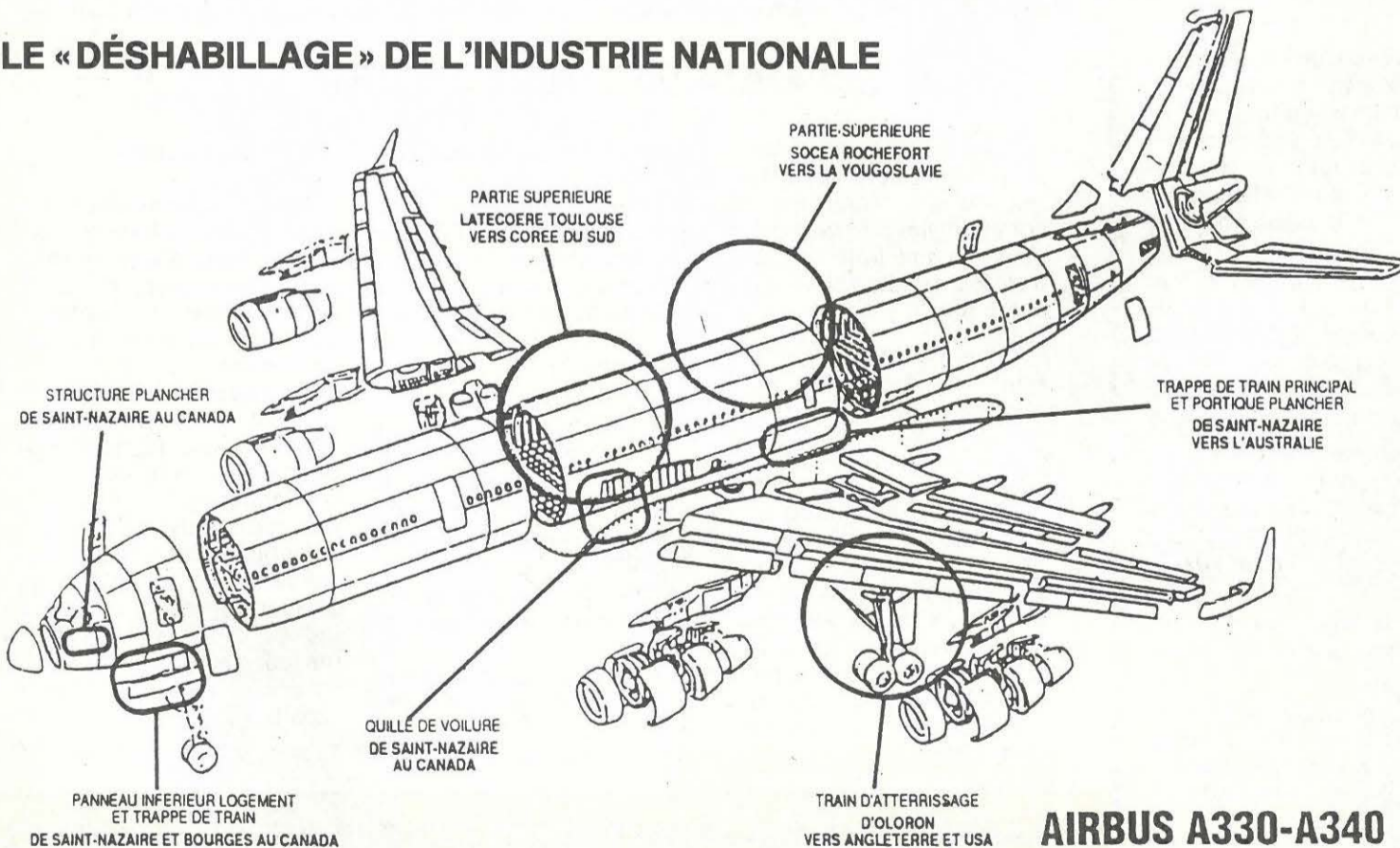
Il est significatif que toutes les organisations syndicales, de nombreux élus ont publiquement fait connaître leur condamnation d'une telle perspective.

L'unanimité des réactions ouvre une réelle possibilité d'un large rassemblement.

Chaque salarié, ouvrier, cadre, technicien prend avec l'expérience, la mesure des risques pour l'industrie aéronautique française de l'accélération de l'intégration européenne.

Lors de la récente campagne électorale, les communistes n'avaient pas ménagé leurs efforts pour mettre en garde les salariés sur les risques contenus dans les projets Veil-Fabius... Mitterrand...

LE « DÉSHABILLAGE » DE L'INDUSTRIE NATIONALE



N'allez pas croire que l'ensemble de cet Airbus est fabriqué en France. A l'origine, Aérospatiale avait en charge à peine le tiers de l'appareil. Depuis, tous les éléments entourés sur ce schéma sont aujourd'hui sous-traités à l'étranger.

Nous avions, tout au long de cette bataille des Européens, montré les véritables enjeux et la volonté de toutes les autres forces politiques, d'abandonner la place de la France, en sacrifiant nos positions industrielles.

A un moment où il faut faire face tous ensemble à une aussi grave décision politique, chacun fait le constat que les objectifs défendus aujourd'hui par le Gouvernement n'ont rien à voir avec les intérêts des salariés de l'aéronautique et du Pays.

Pour leur part, les Communistes des entreprises concernées, les élus, feront tout pour imposer un autre choix qui permette de s'opposer à la soumission en développant la famille Airbus à Toulouse et les chaînes ATR à Saint-Nazaire.

Des choix qui garantissent l'indépendance nationale et l'emploi, condition du redressement de la France.

DES MURS D'INJUSTICES A L'AÉROSPATIALE DE NANTES

Depuis maintenant dix ans, nous assistons à l'Aérospatiale de Nantes, comme c'est le cas dans l'ensemble de l'industrie française, à la mise en place de sous-traitance tous azimuts et de la précarisation de l'emploi.

C'est ainsi que de nombreux secteurs de l'usine ont disparu ou sont en passe de disparaître.



Transport, manutention, magasinage, gardiennage, entretien, outillage, traçage, usinage classique, nettoyage... Ces secteurs ne sont plus sous le statut de notre société mais existent cependant, repris par des entreprises «prestataires de services» qui utilisent du personnel qui est loin de bénéficier des avantages acquis par de longues luttes dans notre société.

Pour entrer dans ces entreprises, il faut tout autant que pour entrer dans la société nationale Aérospatiale, montrer «pattes blanches» et bénéficier d'un parrainage.

La moindre occasion est utilisée pour distribuer jours de mise à pied, avertissements, licenciements. Malgré les interventions des délégués du personnel, la hiérarchie de ces entreprises et la direction de l'usine nationalisée «s'en balancent», puisque les salariés sont tenus de se syndiquer au «syndicat maison» que chacun connaît, qui n'est pas en mesure de s'opposer

aux exigences des directions (et pour cause?).

Cette situation est intolérable à l'intérieur même d'une entreprise nationale qui devrait montrer l'exemple au niveau industriel et bien entendu surtout au niveau social.

Il est certain que cette politique trouve ses racines dans le désarroi des salariés de notre région touchée par le chômage. L'utilisation de tels procédés n'honore pas ses auteurs.

Ce qu'il faut pour notre usine nationalisée porteuse d'un grand avenir et pour la population régionale, c'est une véritable volonté de développement par la création de nombreux emplois stables, qualifiés et bien rémunérés.

Il est bien évidemment logique de conserver un tissu de sous-traitance, mais le niveau de plus de 50% atteint dans notre établissement est démesuré et dangereux.

— Démesuré parce qu'il crée artificiellement des PME pour baisser le prix de revient en utilisant la main-d'œuvre bon marché.

— Dangereux car il fragilise notre usine en laissant partir notre savoir faire et nos technologies et favorise la dénationalisation de notre société.

Les communistes estiment nécessaire l'embauche de plus de 400 personnes immédiatement (ouvriers et techniciens).

Cela permettrait d'incorporer aux effectifs les salariés des entreprises extérieures qui le désirent et limiterait les utilisations abusives de contrats maintes fois renouvelés d'une manière totalement illégale sous l'œil bienveillant de notre direction.

A l'Aérospatiale comme ailleurs, il est des murs d'injustices à faire tomber.

Jour après jour, c'est ce que les communistes de l'établissement s'attribuent comme tâche principale.

PINCE-SANS-RIRE

Le PDG, Henri Martre, a annoncé que le 20^e anniversaire de l'Aérospatiale «sera fêté comme il se doit».

Le PDG est un pince-sans-rire ou c'est Martre-la-Gaffe, au moment où l'A 321 est abandonné au profit de l'Allemagne.

Mais on sait que le PDG de l'Aérospatiale a de la suite dans les idées. Ne déclarait-il pas dernièrement en parlant de la force de frappe financière allemande : «il vaut mieux faire partie de cette valise financière, quitte à leur abandonner des productions et des technologies».

Et il n'y va pas de main-morte: c'est carrément l'abandon de l'A 321.

«Notre société, a-t-il déclaré, est aujourd'hui entièrement immergée dans l'Europe. Cela prouve que ce qui a été fait devait l'être, en dépit des critiques. C'est pourquoi, nous

devons avoir confiance en notre destin, confiance dans notre avenir et réaliser l'effort nécessaire pour conduire le progrès et gagner tous les jours. Je suis sûr que cet effort sera fait».

Ainsi soit-il! Si confiance il y a, ce n'est pas à l'égard du PDG et de son sermon, mais dans le rassemblement de tous les salariés pour empêcher le mauvais coup.

POUR AIRBUS EN RFA ET CONTRE LA NAVALE EN FRANCE

Roger Fauroux, le ministre de l'Industrie, a souligné au cours d'une rencontre avec la presse que les perspectives de relance du chantier naval de la Ciotat relevait de «la soupe à la pistouille provençale». Le ministre,

qui, par ailleurs, dissertait brillamment sur les perspectives sombres du commerce extérieur du pays, précisait également, concernant le transfert d'une grande partie de l'Airbus à Hambourg et avec lui d'une source d'excédent commercial français qu'il s'agissait «d'un compromis acceptable». Enfin, après s'être félicité de la «ruée vers l'ouest des groupes français», Roger Fauroux confirmait qu'il n'était pas question de concevoir une protection de l'industrie automobile française vis-à-vis des monstres japonais, autrement que dans un cadre européen. Sachant que la Grande-Bretagne - entre autres - est un porteur de Nissan et autres Toyota, cela signifie à terme une arrivée en force des groupes nippons.

Mais... au fait, de quel pays étranger Roger Fauroux est-il ministre?

INTÉRÊTS CONVERGENTS

Une campagne de dramatisation est engagée autour de la grève des employés de British Aerospace. Il est important d'en mesurer les enjeux. Au plan social, c'est la volonté nette de s'opposer aux revendications des salariés.

Ainsi les salariés en lutte de la BAE sont opposés à leurs collègues allemands, espagnols, français présentés comme des saboteurs du programme Airbus sans que soit jamais dénoncée la responsabilité du Gouvernement Thatcher et de la direction de BAE qui refuse d'ouvrir les négociations avec les représentants des syndicats. Les justes exigences formulées par les salariés concernant les conditions de travail portent loin.

Non seulement elles ne s'opposent pas aux objectifs de développement industriel mais elles en font partie intégrante.

Aggravation des conditions de travail, non reconnaissance des qualifications, précarité, perte de pouvoir d'achat sont les corollaires sociaux de politiques industrielles déterminées par l'unique critère de la rentabilité financière et qui conduisent à des abandons, à la soumission.

Au plan industriel, c'est la volonté d'une recombinaison industrielle aéronautique à l'échelon Européen qui se profile, où la R.F.A. jouerait un rôle dominant.

Chacun peut prendre la mesure d'une situation, où nos capacités de production ne s'élèvent pas, où l'emploi stagne ou régresse alors que les commandes n'ont jamais été aussi élevées.

Il y a un enjeu énorme d'élévation des capacités de production et des coopérations franco-françaises pour se

positionner en vue de coopérations internationales fructueuses.

Il y a un enjeu énorme des réponses positives à donner aux questions soulevées par les salariés de l'Aéronautique concernant leurs conditions de travail, leur pouvoir d'achat, leurs qualifications.

Allons-nous accepter la soumission, les abandons, devenir une industrie de conception et d'assembleurs de tronçons fabriqués à l'étranger alors que nous avons les moyens humains et industriels pour nous situer dans une perspective offensive de production?

Dans la conception actuelle de la C.E.E. au service des appétits financiers des grands groupes, la volonté est de tout aligner sur cette exigence, de remodeler vers le bas les objectifs sociaux.

Les salariés de l'aéronautique ont des intérêts convergents à défendre. Revendications et choix industriels de développement et coopérations basées sur l'intérêt mutuel sont les deux volets indissociables d'une politique permettant de répondre aux besoins, un développement de l'emploi.

La lutte doit s'amplifier pour que l'aéronautique puisse s'inscrire dans une perspective de développement correspondant à la situation actuelle et à venir où tout commande d'élever les capacités de production.

Cette bataille est étroitement liée à la défense des intérêts des salariés de l'aérospatiale comme ceux de la BAE.

Ensemble, nous pouvons imposer des choix conformes aux intérêts des salariés de l'aérospatiale pour des fructueuses coopérations en Europe.

DEVINETTE

La semaine dernière à Nantes, Charles Pasqua, accompagné par Elisabeth Hubert, a déclaré: «nous souhaitons un débat, vif au besoin, qui débouche sur la définition d'une ligne claire pour le mouvement».

Mais l'opération PASQUA-SEGUIN ne semble pas recueillir un enthousiasme délirant au sein du RPR.

Olivier GUICHARD, avec ses allures de «vieux sage», écrit dans «l'Echo de la Presqu'île»:

«... Vouloir bâtir à partir du RPR un vrai parti de droite, c'est une possibilité qui n'est pas méprisable. C'est celle que semble avoir choisi Charles Pasqua. Mais elle risque d'échouer sur sa droite et sur sa gauche. Sur sa droite parce que le Front National ne se laissera pas si aisément reprendre ses électeurs. Sur sa gauche, parce que François Mitterrand aura beau jeu d'attirer vers lui de larges pans d'une U.D.F. déstabilisée par cette entreprise. Et où serait

alors l'espoir d'une majorité en 1993?».

Charles Pasqua veut faire, a-t-il dit à Nantes, «un grand mouvement populaire». Il veut «partir à la conquête de l'électorat».

Et il a précisé: «Nous ne sommes quand même pas plus bêtes que le Front national!...».

Sur ce dernier point, Charles Pasqua parle en connaisseur, de première main. Puisqu'il vient de rencontrer le sinistre Le Pen. Ils ont pu échanger, comparer leurs analyses et leurs stratégies et préparer de futures alliances.

Comme l'actualité politique nous l'enseigne, les grandes et petites manœuvres politiciennes, au sein de la droite et du PS battent leur plein. Magouilles et coups bas se multiplient.

Mais où sont les problèmes des gens, leurs difficultés dans tout cela? Qui s'en préoccupe réellement?

Devinez vous-même...

**Dix mille personnes à St-Nazaire
pour dire à Evin :
« TOUCHE PAS A LA SÉCU »**
GRANDE JOURNÉE NATIONALE D'ACTION
PRÉVUE LE 31 MARS
POUR DÉFENDRE LA SÉCU

Le 1^{er} février, malgré une pluie battante, dix mille personnes ont défilé dans les rues de St-Nazaire pour défendre la protection sociale.

Elles venaient des cinq départements des Pays de Loire et répondaient ainsi à l'appel de l'Union Régionale CGT. Le ministre de la Santé, Claude Evin, grand pourfendeur de la Protection sociale française, était particulièrement visé par les mots d'ordre lancés par les manifestants.

François Duteil, secrétaire confédéral de la CGT, devait notamment déclarer à l'issue de la manifestation :



«La Sécurité sociale est en danger. Elle est sérieusement menacée dans ses fondements. Ce sont les principes mêmes de solidarité qui sont mis en cause par le gouvernement et le patronat...»

L'offensive est brutale et de pleine actualité. Elle vise tout à la fois le droit à la retraite à 60 ans, le financement et la gestion démocratique de la Sécurité sociale, la mission de service de l'hôpital et des organismes de Sécu : la Convention Médicale, la Mutualité et beaucoup d'autres choses comme les allocations familiales, les accidents du travail, l'accueil et les droits des personnes âgées ou handicapées.

Autant de dossiers et bien d'autres encore qui sont entrés dans une phase opérationnelle de destruction et de recomposition dont on estime l'ampleur des dégâts à venir...

Le prélèvement social généralisé du gouvernement Rocard, cher à Evin, n'est rien d'autre qu'une pression fiscale supplémentaire sur les revenus salariés.

C'est un instrument d'austérité, injuste, aux conséquences humaines et économiques gravement négatives.

Le prélèvement social généralisé devrait dégager 28 milliards de francs, dont plus de 25 milliards prélevés sur les seuls revenus salariaux.

cette mesure fiscale serait encore plus injuste que l'impôt direct, puisqu'il n'est prévu aucun seuil d'exonération.

Smicards, retraités, chômeurs indemnisés, allocataires... seraient touchés!...

C'est pour avoir les mains libres dans cette sale besogne que Rocard vient de confirmer son refus des élections à la Sécurité sociale.

Ceux qui réclament des élections libres dans d'autres pays n'hésitent pas à bafouer les lois, la démocratie et l'expression populaire pour imposer leur autoritarisme...

En quelque sorte, la manifestation d'aujourd'hui c'est aussi le coup d'envoi d'une grande campagne que nous voulons conduire en rassemblant les salariés et leur famille, les retraités, tous les assurés sociaux.

Il faut rétablir une vraie solidarité.

Nous refusons tout recul de civilisation.

Avec le progrès de la médecine, de la technologie, avec l'évolution scientifique, chacun doit pouvoir mieux se soigner, vivre une vieillesse heureuse, permettre le bonheur de sa famille.

Les moyens du progrès social pour tous existent. Aussi avons-nous décidé de faire du samedi 31 mars 1990 une grande journée nationale d'action pour défendre la Sécu. Celle-ci prendra la forme de manifestations régionales ou interrégionales que nous voulons des plus larges et les plus ouvertes possibles.»

ELUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

Une importante réunion des élus communistes et républicains de la région nazairienne s'est déroulée le 2 février sous la présidence de Marc Justy, président de l'Association départementale.

Ils se sont d'abord félicités de la libération prochaine de Nelson Mandela, pour laquelle ils ont lutté obstinément.

Ils ont abordé le problème des financements des collectivités locales et ils ont fait des propositions.

Ils ont également examiné celui de la coopération intercommunale.

Nous y reviendrons prochainement.

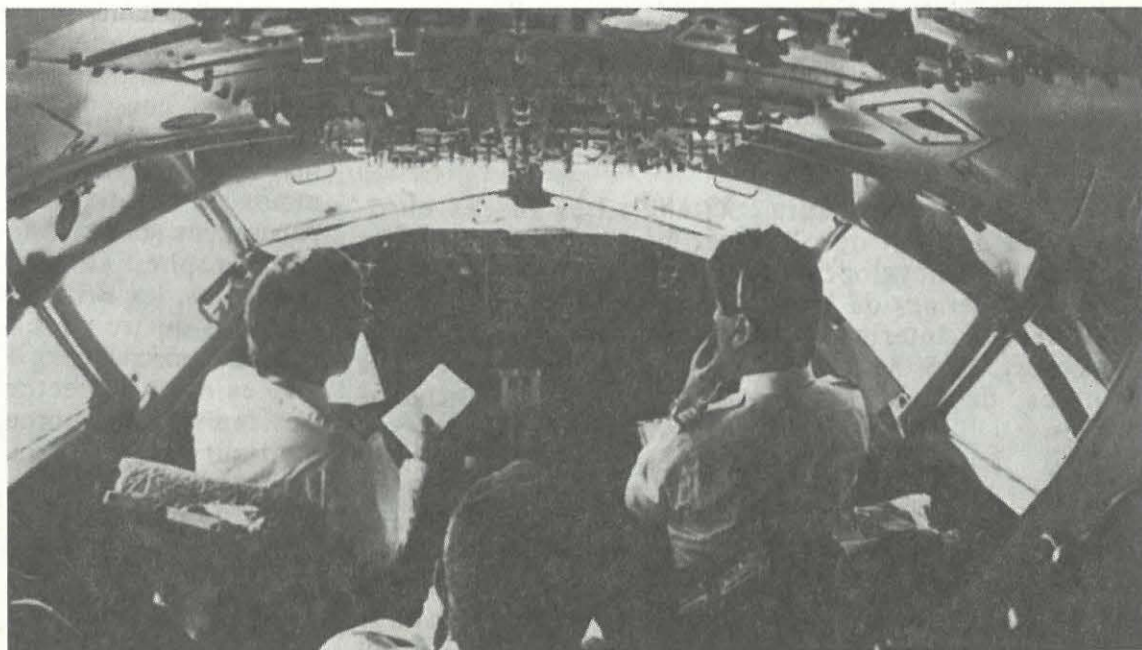
NÉCROLOGIE

Suite au décès de notre camarade Henri Duguay, la cellule Péri-Auffret, la section de Nantes et "Les Nouvelles de Loire-Atlantique" adressent à son épouse et à toute sa famille leurs sincères condoléances.

Une déclaration de Claude BILLARD

LES AILES DE LA FRANCE

Le dirigeant communiste souligne que le transfert de compétences dans le montage final d'Airbus en RFA compromettrait l'ensemble de l'aéronautique nationale. Il démontre que les moyens existent de s'opposer à cette capitulation en créant 6000 emplois dans le filière.



Claude Billard, membre du Bureau politique du PCF, déclare, concernant le transfert du montage final de l'A321 en RFA : «Le gouvernement socialiste vient de conclure, par l'intermédiaire de son représentant au conseil de surveillance d'Airbus Industrie, un accord qui constitue une véritable capitulation. Cette attitude antinationale compromet l'avenir de l'industrie aéronautique française.

En effet, il a cédé aux exigences du pouvoir du grand capital allemand qui réclamait un transfert de compétences dans le montage final d'appareils et leurs essais en vol...

Alors que les commandes d'avions sont en forte hausse, l'aéronautique française est la seule dans le monde à avoir réduit ses effectifs de 1982 à 1988, alors que les Etats-Unis, la RFA les augmentaient considérablement...

Parallèlement, les banques françaises, nationalisées ou non, se préoccupent essentiellement de prélever de lourds remboursements d'emprunts et refusent de participer aux financements de

coopération pour développer les emplois et productions communes nécessaires d'Aérospatiale, Dassault et leurs équipements...

En outre, les Etats-Unis exercent l'ensemble des productions aéronautiques européennes une domination inadmissible avec la baisse du dollar, monnaie unique de paiement sur les marchés mondiaux de l'aviation civile.

Le gouvernement français et les dirigeants des entreprises aéronautiques, au lieu de défendre l'atout national et de mener une lutte ferme contre ces dominations, cherchent à récupérer des capitaux en faisant pression sur les salaires et les emplois. Les salaires qui figuraient parmi les plus élevés de l'industrie sont désormais ramenés au niveau le plus bas en Europe, pour cette branche.

Ils accélèrent la sous-traitance de productions à l'étranger, abandonnent des productions et ferment des établissements.

Ils généralisent le travail en 2x8, en 3x8, les heures supplémentaires, la précarité des horaires.

Le Parti communiste français est décidé à soutenir fermement les

luttés et les efforts de convergences des travailleurs d'Aérospatiale, de Dassault, de la SNECMA et de toute la branche pour la reconquête et des productions françaises et des emplois dans l'aéronautique.

Une telle reconquête de la part française dans l'Airbus suppose la création de 6000 emplois et une coopération d'égal à égal entre Aérospatiale et Dassault pour les productions civiles.

Elle suppose une politique d'élévation des salaires et des qualifications, une réorientation des financements dans la branche aéronautique du militaire vers les productions civiles.

Elle exige un financement bancaire à la hauteur des enjeux pour favoriser les coopérations franco-françaises dans lesquelles les trésors de guerre des actionnaires de Dassault et les disponibilités d'Aérospatiale doivent être engagés.

Le transfert du montage final de l'A321 en RFA peut être mis en échec. Rien n'est joué.»

REPRISE

5000 F MINIMUM*

LADA. UNE GAMME A PARTIR DE 39055 F**

POUR TOUT ACHAT D'UNE LADA

*TTC de votre voiture, ou plus si son état le justifie.

** Lada 2107 Modèle présenté Samara 1100, 5 portes : 43 490 F. Prix clés en main ou 1.12.89. A.M. 90. Garantie réseau Poch Assistance avec A.M.I. 300 concessionnaires et agents en France. Nouvelle garantie "DRAKKAR LONGUE DUREE" (Option 2 ans de garantie supplémentaire). Offre valable jusqu'au 28 février 1990.

Garage DUMAS

CONCESSIONNAIRE
98, ROUTE DE LA COTE-D'AMOUR
TEL. 40,70.08.99 - SAINT-NAZAIRE

QU'EN SAUREZ-VOUS ?

Un Conseil municipal extraordinaire s'est déroulé le 15/01/90 à Couëron. A ce Conseil, le groupe des Elus communistes est intervenu dans le débat avec responsabilité.

La presse a fourni un écho de cette réunion. S'il est vrai que "Presse-Océan" et "L'Eclair" ont résumé avec une honorable objectivité celle-ci, il n'en est malheureusement pas de même pour "Ouest-France" que nous qualifierons, pour notre part, de premier Régional des non-dits.

Nous, Elus communistes de Couëron, estimons que la population doit être informée largement sur des affaires importantes.

Par ce tract, nous voulons donc expliquer (surtout aux lecteurs de "Ouest-France") notre position face aux événements qui se sont produits en Roumanie et à la solidarité nécessaire.

Les événements internationaux marquent un tournant dans l'histoire de l'Humanité.

L'émouvante et à la fois douloureuse révolution du peuple roumain mérite de notre part le respect et une solidarité active.

En effet, nous, communistes français, condamnons les actes de terreur avec toute la fermeté qu'il se doit.

Les massacres du peuple roumain nous bouleversent.

Les orientations et les décisions des dirigeants de Roumanie n'avaient plus rien à voir avec le socialisme. Cette situation avait entraîné Ceausescu à s'abriter derrière une police entièrement à la botte d'un dictateur.

Il est évident que nous contribuerons, avec dévouement, à être actifs et à venir en aide aux familles roumaines victimes de la répression sanglante.

Notre identité politique nous a toujours conduits à soutenir les populations en lutte, sur toutes les situations économiques, sociales, humaines très difficiles et inacceptables créées sur la commune, en France ou à l'étranger.

Les Roumains doivent se relever de la misère qui règne dans leur pays, qu'elle soit matérielle ou morale. Ils doivent trouver auprès des Couëronnais, du peuple français une aide généreuse et désintéressée.

Cette solidarité ne doit pas se faire en termes d'intérêts pour imposer une politique dictée par notre pays. Nous nous opposons à l'ingérence dans la direction des affaires des autres peuples.

Laissons le peuple roumain choisir sa destinée dans l'indépendance.

**Le Groupe
des Elus communistes
de Couëron.**

CONTRE LA SUPPRESSION D'EMPLOIS A LA CETELIC

La section du Parti Communiste Français et le Groupe Communiste au Conseil municipal de Nantes expriment leur indignation face à la manœuvre qui vise à supprimer 28 emplois au CETELIC (Service de Traitement Informati-

que des décomptes pour paiement aux assurés sociaux).

D'abord, parce que les suppressions d'emplois se traduiront par une atteinte sans précédents à la qualité du service public. Ensuite, parce qu'une telle décision,

prise en catimini, dans des conditions inadmissibles, constitue un véritable coup de force contre les syndicats. Il s'agit d'un dossier qui confirme, par-delà les bavardages médiatiques, une volonté politique de démantèlement de la

Sécurité sociale, contraire aux intérêts des personnels, et à ceux des assurés sociaux. Les élus communistes sont donc solidaires des travailleurs et des syndicats qui ont pris position contre ce mauvais coup.

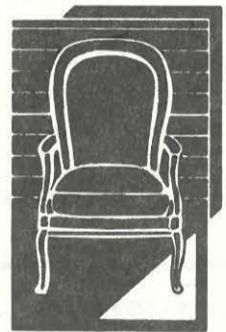
DEPUIS LE 25 JANVIER 90

ENFIN A SAINT-NAZAIRE

OUVERTURE

CROZATIER

Meubles & Décoration



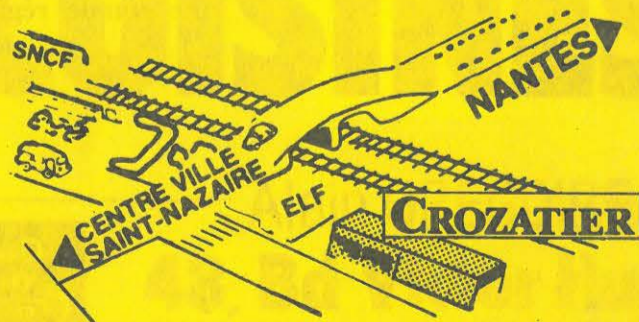
PROFITEZ DES PRIX D'OUVERTURE...

PLACE DE LA GARE

ST-NAZAIRE

Tél. 40 22 12 56

OUVERT TOUS LES JOURS 9H-12H ET 14H-19H
sauf lundi matin



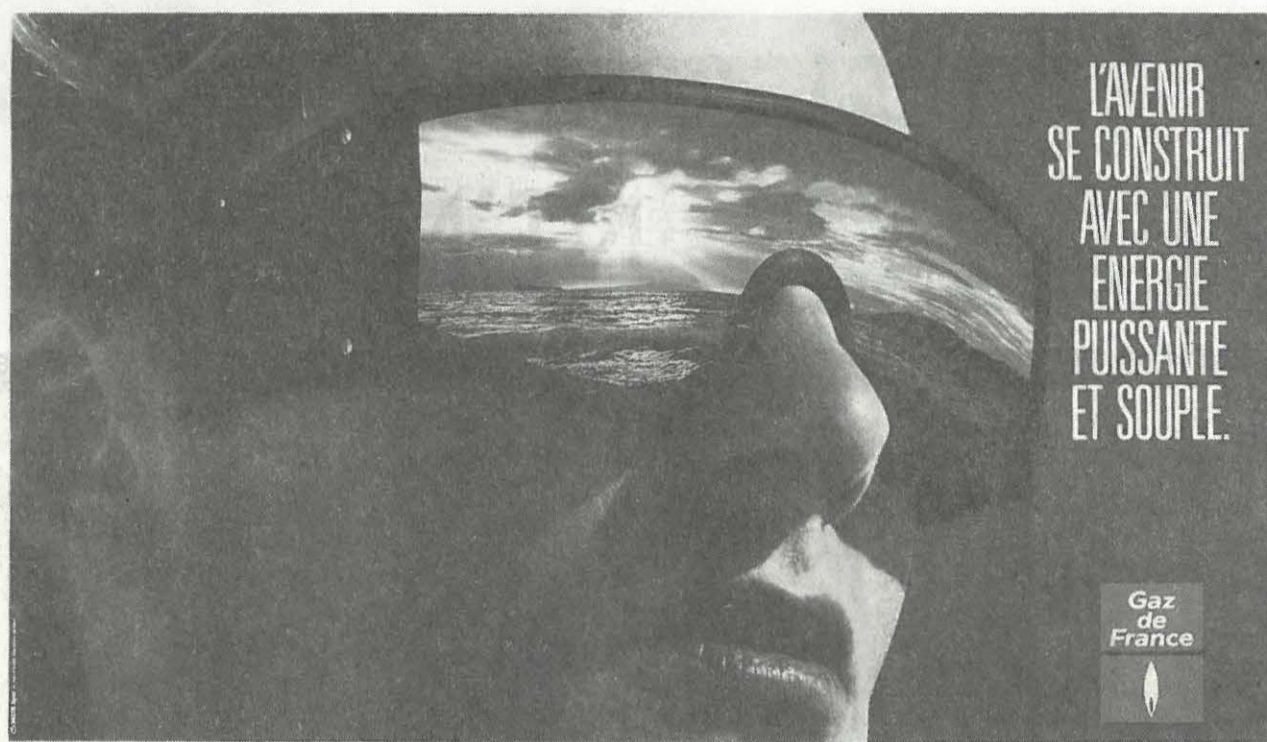
*Jusqu'au 15 février

LA BIBLIOTHÈQUE PAUL-ELUARD

présente les peintures, aquarelles et lithos de **Serge GICQUEL**
d'après des poèmes de Lamatabois, P. Gicquel, Cendrars, Aragon, Artaud

EXPOSITION DE FÉVRIER A MARS 1990

32, avenue des Plantes - SAINT-HERBLAIN



Avec le gaz naturel, voir autrement, voir plus loin.

Les hommes et les femmes de Gaz de France sont des spécialistes à l'écoute de vos besoins. Vous pouvez compter sur eux. Ils ont à cœur de développer avec vous un partenariat dynamique qui fera des Pays de la Loire une grande région européenne.



LEPROVOST/HAMEL R.C.B. 307 845 385

INVITATION

Parcourir l'exposition de Serge Gicquel sur ses poètes nous donne une nouvelle lecture, une autre résonance poétique des textes. Ce graphisme provoque une exaltation créatrice, différente, mais complice de ses inspirateurs. Lorsque la peinture évolue selon le sujet, elle raconte l'obsession de l'exploration des êtres et des choses, or c'est bien de découvertes qu'il nous faut. Nous n'arrivons pas au bout de nos émotions et peut-être pour cela, nous continuons d'écrire, de peindre, de créer.

On éprouve un grand bonheur à voir qu'ici nous sommes tous présents. Juste après le souffle du dernier mot d'un poème, le pinceau écrit pour notre œil, ricoche sur la marque du temps. Alors il est possible d'épouser, chacun à sa façon, les traces d'une vision au-delà du langage immédiat où pourtant la réalité retentit et déborde largement le conformisme de nos rêves.

Nous retrouvons dans l'œuvre de Serg Gicquel, l'aventure de ce qui passe de la sonorité des mots à l'imaginaire et ce privilège de l'artiste de pouvoir émettre ainsi, l'oblige à tout façonner. Parfois la complexité devient familière, le réel plus enrichissant.

Il n'y a pas à choisir entre le concret et l'envolée lyrique. Ce que les poètes ont donné d'eux-mêmes de sensations, continue sur la toile avec la personnalité, la nuance, la connivence du peintre. Même l'invitation au voyage ne ressemble pas à cet exotisme sordide, encore hélas, dans beaucoup de regards, mais plutôt à un cabotage éternel, à une quête de fantastique. Au fil des tableaux, les femmes et les hommes sont bien vivants, entourés de rires, de douleurs, de leurs luttes aussi et nous les laissons quelquefois se reposer dans la délicatesse de la petite houle, sous la protection des oiseaux de mer ou à l'ombre d'une locomotive. Les textes portent toute la charge, d'amour, de révolte et d'espoir. Il fallait les voir.

Cette restitution d'une telle quantité de travail, d'échanges avec les poètes, vaut mieux que toutes les explications sur les brillantes étoiles ou la classification des artistes en écoles. Il est une évidence dans cette exposition, nous sommes obligés de garder le désir comme une chasse au trésor.

Jean-Claude LAMATABOIS.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ •

S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVOILLE
J.-Y. COUPEL,
Gilles BONTEMPS

Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52987

RETOUR DE ROUMANIE

Roger Corpard, maire-adjoint de Saint-Herblain, a accompagné avec une délégation municipale, un camion en Roumanie. A son retour, il a bien voulu nous donner ses impressions.

NLA - Tu reviens de Roumanie dans le cadre de l'aide apportée par la municipalité et la population de St-Herblain. Quel accueil a-t-il été réservé ?

RC - Le Conseil Municipal avait décidé d'un jumelage avec Cleja, un village roumain voué à la destruction par Ceausescu. Nous avons donc accompagné un camion chargé de vivres, de vêtements et de médicaments.

lation manifeste une profonde confiance au Conseil Révolutionnaire. Il faut rester mesuré sur ce que disent parfois les médias.

En ce qui concerne les médias, il est certain que nous avons été abreuvés de contre-vérités pendant un mois. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il aurait été bien de vérifier les informations avant de les publier. La mise en condition psychologique des français a commencé avec le projet de détruire des villages roumains. «Ouest-France» du 8 mars 1989 nous donne le chiffre de 8 000. Presse-Océan du 23 janvier 1990 n'en comptabilise plus que 3 000.



Des enfants de Cleja devant l'école.

Cleja est un village de 6 500 habitants, situé à 220 km au nord de Bucarest. Aucun contact n'avait été pris auparavant, mais aussitôt prévenus de notre arrivée, les habitants sont venus nous accueillir d'une manière chaleureuse et remercié les herblinois de leur solidarité.

NLA - La vie a-t-elle repris normalement dans ce village ?

RC - Oui. Encore que placé loin des lieux où les affrontements se sont déroulés pour chasser Ceausescu, l'activité n'a jamais été arrêtée totalement. Aujourd'hui, c'est un conseil révolutionnaire composé de villageois, de médecins et d'enseignants qui gère les affaires du village. Mais le curé est resté un personnage très important. Le représentant de Ceausescu qui dictait sa loi sur la communauté a disparu en même temps que la chute du régime. Personne ne le regrette. Ce que les gens aspirent le plus, c'était la liberté, c'était de ne plus avoir peur.

NLA - Tu es membre du Parti Communiste Français, as-tu ressenti de l'animosité à ton égard ?

RC - Pas du tout. Les roumains ont beaucoup de ressentiment contre le régime de Ceausescu et contre le Parti communiste roumain. Mais ceux que j'ai rencontrés n'ont pas fait d'amalgame avec le P.C.F. dont ils savaient que je suis adhérent.

NLA - Les médias français ont laissé entendre qu'un profond mécontentement se développe à l'égard du Front de Salut National. As-tu pu le mesurer ?

RC - Non et je peux témoigner qu'à Cleja, en Moldavie, la popu-

Le journal «Ouest-France» du 27 décembre 1989 annonce 60 000 morts. La télévision rectifie le tir le 25 janvier 1990 sans commentaires et à une heure tardive : il n'y en aurait plus que 689. C'est 689 de trop, mais retrancher deux zéros un mois plus tard prouve qu'en décembre on nous a raconté n'importe quoi.

Les massacres de Timisoara auraient fait 2 000 morts (toujours Ouest-France du 27 décembre). En réalité, il y en a eu une centaine. Tout le monde sait maintenant que la découverte d'un charnier dans cette ville est le résultat d'un savant et laborieux montage.

Toujours le même jour, le même journal nous dit que «la ville de Sibin a été pratiquement détruite par le feu». Or, notre délégation herblinoise a traversé cette ville de Transylvanie de part en part le 14 janvier. Nous n'avons rien vu de tel...

J'ai beaucoup cité «Ouest-France» mais toute la presse française bien pensante a présenté grosso modo les événements de la même façon.

NLA - Avec beaucoup de difficultés, la Roumanie panse ses plaies et organise l'avenir. Quelle aide peut-on apporter ?

RC - C'est aux Roumains qu'il appartient de décider de leur avenir sans ingérence extérieure. Mais pour être concrets : par exemple à Cleja, il y a un dispensaire et des médecins, mais il manque de produits pharmaceutiques comme la pénicilline ; il y a une école et des enseignants, mais il manque des livres, des cahiers et des crayons. C'est de cela qu'ils ont le plus besoin.

Les communistes de ST-MALO-DE-GUERSAC organisent un

LOTO

le **DIMANCHE 11 FEVRIER 1990** à partir de 14h30

Salle des Fêtes

A gagner :

CHAINE HIFI STEREO
SERVICE A RACLETTE
CAFETIERES
ELECTRIQUES
SERVICE A COCKTAIL
CARTON DE BORDEAUX

et de nombreux autres lots...

Tour spécial enfants
Pâtisserie - Café

Les communistes herblinois veulent lutter, se défendre et changer la société, ils vous invitent au **DEBAT** qu'ils organisent le

SAMEDI
10 FEVRIER 1990
à 14h30

Centre de la Bernardière
rue de Dijon

GILLES BONTEMPS

secrétaire de la fédération
participera à ce **DEBAT**.

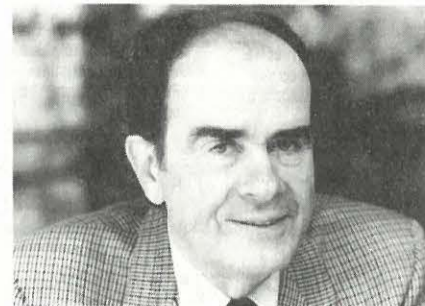
JUSTICE - LIBERTÉ - PAIX
Des solutions à vos problèmes

MEETING

avec

Georges MARCHAIS

Secrétaire général du Parti Communiste Français



JEUDI 26 AVRIL - 20 h 30

Palais des Sports de Beaulieu

NANTES

Fédération de Loire-Atlantique

LIBÉRATION IMMÉDIATE ET SANS CONDITIONS DE JEAN-PHILIPPE CASABONNE

Ils ont fait halte à Nantes le 30 janvier. Ils, ce sont les amis de J.P. Casabonne, qui ont entrepris de parcourir la France pour obtenir sa libération immédiate et sans conditions, et appeler à la solidarité.

Il s'agissait des droits de l'homme, et la section de Nantes du PCF, les élus communistes y étaient évidemment représentés, Michel Rica, secrétaire de la section de Nantes du PCF ; Claude Constant, président du Groupe Communiste au conseil municipal ; Gaston Auffret, président départemental du Comité de Défense des Droits de l'homme, parmi d'autres organisations dont le SNES, auquel Jean-Philippe est adhérent.

Une histoire pas banale, et une cruelle injustice : ce jeune homme est prisonnier - depuis juillet 1987 - condamné sur la base d'un dossier plus que nul : on a trouvé son adresse dans le carnet de militants de l'ETA.

Après l'avoir «soigné» au poste de police, on découvre de curieuses preuves (impossibles à résumer, mais sans parler espagnol et sans permis de conduire, il y a des délits tout à fait improbables. Il fait ainsi l'objet d'une sorte de marché entre les gouvernements (socialistes) d'Espagne et de France. Il suffirait, pour les dirigeants de Paris et de Madrid, qu'il concède être coupable, et Messieurs Gonzales, Dumas, Mitterrand, Rocard appuieraient volontiers sa demande de libération...

M. Casabonne a le mauvais goût de trouver ce procédé déshonorant, et persiste et signe : les aveux que les policiers ne lui ont pas extorqués par la force, il ne les passera pas pour complaire, ni pour plaire à qui que ce soit.

Les amis expliqueront, avec beaucoup de conviction, que Jean-Philippe est victime d'arrangements policiers franco-espagnols, et que le

pouvoir, en France, dispose des moyens de se faire libérer. En attendant, ils veulent rassembler tous ceux qui, dans le pays, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité proclamées, sont révoltés par cette condamnation inadmissible.

La petite Europe démocratique est capable de grandes injustices : le maintien en prison de J.P. Casabonne en est une. La solidarité des communistes lui est acquise : la lutte pour la liberté, et partout, est d'actualité. Parlons-en. Roland Dumas, ministre socialiste des Affaires Etrangères, et François Mitterrand, peuvent beaucoup.

CONTINUEZ A AGIR !

Association des Amis de Jean-Philippe Casabonne - 3, rue de l'Edit de Nantes - 64000 Pau - Tél. 59.82.94.21.

SOLDES

CUISINES
SCHMIDT

Jusqu'au bout de l'exigence

GO CUISINES

Alain GREGOIRE

**48, Bd Victor Hugo
SAINT-NAZAIRE**

Tél. 40.66.33.64





CALENDRIER DU JARDINIER

FÉVRIER - En pleine terre

Ail - Chicorée sauvage - Echalotes - Laitues de printemps - Oignons jaune paille - Oignons de Mulhouse (pulpes) - Persil - Poireaux - pois hâtifs à grains ronds - Radis.

Sous châssis

Carottes hâtives - Choux-fleurs hâtifs - Choux de

(plants) - Echalotes - Epinards d'été - Laitues de printemps et d'été - Laitues romaines - Navets - Oignons blancs et jaunes - Oseille - Persil - Poireaux - Pois ronds et ridés - Pommes de terre hâtives - Radis - Salsifis.

Sous châssis

Céleri - Chicorées frisées - Pommes de terre germées - Tomates - Haricots pour filets.

AVRIL - En pleine terre

Artichauts (œilletons) - Asperges (griffes) - Betteraves - Carottes - Céleri - Chicorées - Choux-fleurs - Choux navets - Ciboule - Ciboulette - Epinards - Estragon - Fraisiers - Haricots - Laitues - Navets - Oignons - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois ronds et sucrés - Pommes de terre - Radis.

Sous châssis

Aubergines - Courges - Melons - Potirons. Coquelicots - Coréopsis - Cosmos - Eschscholtzia - Gaillardes - Giroflées - Godélias - Gypsophiles - Immortelles - Ipomées - Juliennes - Lin rouge - Mufliers - Œillets divers - Phlox - Pois de senteur - Pourprier - Pylétre - Reines-marguerites - Réséda - Rose d'Inde - Salpiglossis - Sauges - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

MAI - En pleine terre

Artichauts - Betteraves - Cardons - Carottes - Céleri - Chicorées sauvages - Endives - Choux navets - Ciboulette - Concombres - Cornichons - Courbes - Epinards d'été - Haricots - Laitues - Melons - Navets - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Potirons - Radis - Salsifis - Tétragone - Thym - Tomates.

Œillets - Pavots - Pétunias - Phlox - Pieds d'alouette - Pourprier - Primevères des jardins - Pyrétre - Reines-marguerites - Réséda - Ricin - Rose d'Inde - Rose trémière - Salpiglossis - Sauges - Scabieuses - Silènes - Soleils - Soucis - Thalspis - Verveine - Violettes - Zinnias.

JUIN - En pleine terre

Betteraves - Cardons - Carottes - Céleri - Cerfeuil - Chicorée - Concombres - Cornichons - Epinards - Haricots - Laitues - Oseille - Persil - Pissenlits - Poireaux - Pois - Radis - Scorsonères.

Alysses - Amarantes - Ancolies - Anémones - Balsamines - Campanules - Capucines - Centaurées - Célosie - Chrysanthèmes - Clarkias - Cobées -

LEROUX

VOTRE GRAINETIER
DISTRIBUTEUR DES GRAINES
VILMORIN

Angle rue Albert-de-Mun et place des Martyrs
et JARDINERIE LEROUX, route de Pornichet
SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.22.45.47

Coréopsis - Eschscholtzias - Gaillardes - Giroflées - Godélias - Gypsophiles.

JUILLET - En pleine terre

Carottes - Cerfeuil - Chicorées - Choux-bricolis - Epinards - Haricots - Laitue - Mâche - Navets - Oignons blancs - Persil - Poireaux - Pois. Campanules - Giroflées quarantaine - Giroflées de Nice - Mufliers - Myosotis - Œillets - Miardises - Œillets des poètes - Pâquerettes - Pensées - Silènes.

AOÛT - En pleine terre

Carottes - Chicorées frisées - Epinards - Laitues d'hiver - Mâche - Navets - Oignons - Poireaux - Radis - Scorsonères. Calcéolaires Cinéraires - Giroflées - Mufliers -

Myosotis - Œillets divers - Pâquerettes - Pensées - Primevères - Silènes (semis en terrines pour les variétés fragiles).

SEPTEMBRE - En pleine terre

Carottes - Cerfeuil - Choux - Epinards - Fraisiers (plants) - Laitues d'hiver - Mâche - Navets - Oignons - Persil - Radis.

En pleine terre

Campanules - Mufliers - Myosotis - Œillets - Pâquerettes - Pensées - Silènes.

OIGNONS A FLEURS EN PLEINE TERRE ET EN POTÉE POUR FORCER.

OCTOBRE - En pleine terre

Pois hâtifs - Mâche - Radis - Fraisiers (plants) - Epinards - Ail - Cerfeuil.

PÉPINIÈRES ENVIRONNEMENT SERVICES

CRÉATION ET ENTRETIEN DE PARCS ET JARDINS

Les Six Chemins
Route de la Côte d'Amour
ST-NAZAIRE - ☎ 40.53.00.27



UNE GAMME COMPLÈTE DE VÉGÉTAUX

Vente en direct de la production

pommes - Oignons blancs - Melons - Poireaux - Radis - Tomates.

En pleine terre

Pois de senteur.

MARS - En pleine terre

Ail - Echalotes - Choux cabus et Milan - Carottes - Chicorée - Choux-fleurs - Ciboule - Ciboulette

Coreopsis - Godélias - Ipomées - Julienne de Mahon - Gypsophiles - Mufliers - Œillets divers - Pieds d'alouette - Pois de senteur - Reines-marguerites - Scabieuses - Silènes - Soucis - Thalspis - Zinnias.

Sous châssis

Balsamines - Bégonias - Gobées - Gaillardes - Hélotropes - Ipomées à grandes fleurs - Œillets divers - Pétunias - Sauges.

Entretien et Création Jardins Abattage - Elagage

Vente tondeuses, tronçonneuses
motoculteurs - pépinière



L. S. PAYSAGE

64, rue de Toutes-Aides - 44600 SAINT-NAZAIRE - Tél. 40.66.52.74

Buingamp

Lorient

Le Mans

Nantes

Luçon

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

Notre présence au cœur de votre région représente, pour vous, un avantage irremplaçable.

Dans tous les cas, B.L.E. apporte des solutions adaptées, cohérentes et durables, dans le cadre des besoins recensés et à l'intérieur d'un budget défini au préalable.

En somme une réponse sur mesure à votre problème et la certitude d'avoir fait le bon investissement.



BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT
92 rue Carnot 58100 Lorient 87 21 65 71

groupe gifco

